Ire Année. — N° 10. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 10 Novembre 1900.

LE RÉVEIL

SOCIALISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 2.— Six mois, Fr. 1.—
Le numéro : 5 centimes

Rédaction et Administration :
6, RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (SUISSE)

UNION POSTALE UNIVERSELLE :
ABONNEMENTS : Une année, Fr. 3.— Six mois, Fr. 1.50
Le numéro : 10 centimes

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste suisses.

Contre la politique

Si les travailleurs voulaient y refléchir tant soit peu ils s'apercevraient bien vite que la participation à la vie politique, l'usage des droits électoraux que la bourgeoisie a bien voulu lui octroyer, dans son intérêt et pour diminuer les causes du mécontentement public, n'ont changé en rien ni la position historique du prolétariat vis-à-vis des autres classes, ni sa situation économique, restée inférieure, bien que, depuis cinquante-quatre ans de suffrage universel le sort des ouvriers ait défrayé la prose électorale de tous les partis politiques.

La classe possédante — maîtresse des moyens de production, de l'outillage industriel, de la terre, des voies de communication, des rouages administratifs, instruite et limitant l'instruction du peuple, détenant toute autorité, depuis celle du garde-champêtre jusqu'à celle que confère le pouvoir exécutif — pouvait sans beaucoup de crainte appeler le prolétaire à sanctionner les lois faites par elle et lui donner ainsi une part de responsabilité dans la marche des affaires publiques.

Le calcul, tout cynique qu'il fût, ne trouva personne pour le déjouer.

Si l'aristocratie de nom et de fortune protesta, ce ne fut point par honnêteté mais par fierté, le fait de conférer à la plèbe des droits civiques identiques aux siens lui semblant un sacrilège.

La presse, aux mains de la classe moyenne, pouvait facilement circonvenir le peuple en créant un courant d'idées fausses, en posant les bases d'une éducation civique contraire à ses véritables intérêts, en l'amenant à un piétinement sur place qui sauvegardait les intérêts bourgeois tout en lui faisant entrevoir de meilleures conditions de vie dans l'exercice du suffrage universel et dans le choix judicieux de ses mandataires.

Or, par la force même des choses, les mandataires du prolétariat étaient pris dans le sein de la classe dirigeante. Avocats, médecins, financiers, journalistes, n'avaient pas de peine, en se présentant devant le peuple ignorant, à conquérir ses suffrages et à lui faire croire qu'il allait toucher à la terre promise. Depuis un demi-siècle et plus que les tréteaux de la foire électorale sont dressés la liste des bateleurs qui l'ont ainsi berné et que, toujours naïf, il acclamait, ne tiendrait pas dans les quatre pages du journal. Il s'est laissé rouler par les bavards de tous les partis qu'il prenait pour des tribuns; les chercheurs de places, il les a pris pour des hommes désintéressés ; insulté par les gouvernants, du haut de la tribune législative, il les a acclamés quelques temps après; menteurs éhontés, il a admiré leur rouerie et c'est lui qui en faisait les frais. Qu'a-t-il gagné au suffrage universel sinon d'être un perpétuel jouet dans la main de la bourgeoisie?

S'il n'a pas gagné autre chose, nous savons par contre tout ce qu'il a perdu.

Il a perdu d'abord la notion exacte de sa situation dans l'histoire ; il a perdu le sens de l'action qui devait se poursuivre sur le terrain économique contre l'exploitation capitaliste; il a perdu la confiance en ses forces, divisées par la politique et ses compétitions; il a perdu le ressort nécessaire qui lui eût permis de préparer la lutte, de grouper les initiatives, de faire l'éducation des individus et d'opposer à la classe dirigeante, toujours avide, des revendications catégoriques et nettement formulées. Aux rares époques où le peuple s'est repris il a suffit d'une manœuvre de la bourgeoisie pour paralyser ses mouvements et le ramener soumis à sa chaîne; la fin de l'Internationale en est une preuve flagrante.

Les habiles ne manquèrent pas non plus au sein du peuple pour profiter des avances du pouvoir et des places qu'il tient en réserve à ceux qui le servent, à tel point que le peuple finit par considérer les convoitises de ses mandataires comme autant de revendications à faire valoir ; il lui semblait, en voyant quelques-uns des siens installés dans de bonnes sinécures, que lui même souffrait moins et que son heure allait enfin sonner. Le peuple avait aussi ses parasites.

Aujourd'hui, le politicien règne en maître. Les corporations ouvrières infectées de ce virus sont en train d'en mourir. Le fait d'avoir voulu servir des intérêts politiques amènera bientôt la mort de la Fédération des sociétés ouvrières, et la fameuse Union, que les pires politiciens ouvriers — dressant autel contre autel — viennent de présenter sur les fonts baptismaux, nous paraît devoir être une pépinière de candidats et d'électeurs bien pensants.

Trompé par les bourgeois, le peuple l'est aussi par ses propres enfants. Nous avons vu le représentant ouvrier, pas plutôt élu, faire la roue devant ses collègues bourgeois, ou bien, si les circonstances l'exigent, se faire petit pour être agréé par les ennemis du peuple; il faut savoir capter la confiance des possédants.

Nous avons vu aussi le socialisme des représentants ouvriers se décolorer au premier contact bourgeois; nous avons vu ces socialistes, que la bourgeoisie feignait de craindre, se demander devant l'aréopage radical quelle différence il pouvait bien y avoir entre le radicalisme et le socialisme.

Si les variations du baromètre politique l'exigeaient ils descendraient encore plus bas; ils ne demandent qu'à s'enliser.

Ce que nous disons de Genève se passe ailleurs identiquement. Le congrès général français a été bien instructif à cet égard. Nous y avons vu une tourbe d'ambitieux, de députés en rupture d'assiette, repousser toutes les résolutions ayant un caractère nettement socialiste et posant la lutte sur le terrain économique pour n'accepter que des résolutions purement politiques. C'est ainsi la fin d'une équivoque qui n'avait que trop duré.

Partout donc la situation se dessine nettement: d'un côté, des politiciens, bourgeois et socialistes, faiseurs de lois, dont le résultat le plus sûr est d'énerver le prolétariat et de lui enlever toute volonté, toute idée de lutte, pour qu'il s'en remette entièrement à eux — nouveaux prêtres — du soin de faire son bonheur ici-bas; de l'autre, ceux qui veulent, au contraire, réveiller en lui le sentiment de sa force, l'esprit de critique précurseur de l'esprit de révolte; lui rendre la conviction que le progrès véritable est l'œuvre de la volonté des hommes et qu'il faut vouloir.

A l'appel aux urnes poussé par les politiciens de tout acabit nous répondrons : Prolétaires ! l'urne sanctionne votre assujettissement ; la politique est le meilleur diviseur que la bourgeoisie ait trouvé pour maintenir ses privilèges ; éloignez-vous des urnes si vous avez conscience du rôle de dupes que l'on vous fait jouer !

G. H.

EXPULSIONS CANTONALES

Dans notre dernier numéro nous avons parlé de l'expulsion d'un ouvrier serrurier, M. S., sur qui pesait l'horrible soupçon de connaître des anarchistes. Bien que M. Thiébaud continue à répéter que rien de semblable n'est arrivé depuis qu'il se trouve avec M. Favon au pouvoir, cette expulsion cantonale a été maintenue, car elle est certainement *voulue par l unanimité de nos gouvernants*. On a seulement accordé à M. S., toujours malade, un autre sursis de quinze jours.

Toutes les fois qu'il s'agit d'expulsions fédérales, bien qu'elles soient toujours provoquées par les rapports mensongers du département de justice et police cantonal, nos autorités ont l'air de ne les exécuter qu'à regret. Cette fois pourtant on ne peut prétexter d'ordres reçus de Berne, ni de circonstances exceptionnelles, comme lors de la grève de 1898.

Maintenant, nous croyons utile de rappeler un fait arrivé il n'y a pas longtemps. Notre police cantonale avait pris un arrêt d'expulsion contre un ouvrier français, clicheur, prétextant une condamnation encourue en France ponr recel. En réalité, on le soupçonnait à tort de professer des idées anarchistes ; il n'en avait aucune. Sa seule préoccupation était celle de se saoûler perpétuellement comme un procureur de la Confédération. Eh bien ! il a suffi que M. Trachsel, rédacteur à la *Tribune*, allât nous ne savons plus vers quelle autorité policière, pour que cet arrêt d'expulsion fût rapporté.

A qui fera-t-on croire que MM. Favon, Thiébaud, Didier et tutti quanti aient moins d'influence et de pouvoir qu'un simple journaliste? Voilà pourquoi nous affirmons que l'expulsion de M. S., au moment où il touche encore l'assurance pour incapacité totale au travail, est voulue par tout notre gouvernement radical-socialiste.

Le *Peuple de Genève* a gardé le silence sur ce fait, bien que son rédacteur se soit intéressé personnellement à M. S. On n'ose pas dénoncer publiquement les méfaits de nos maîtres, surtout en période électorale, lorsque les intérêts de l'*alliance* pourraient être compromis.

Quelle saleté que la politique parlementaire !

L. B.

La Bourse et la Vie

Voici ce que nous trouvons dans une circulaire adressée par une maison de change à ses clients. C'est une contribution que nous apportons à l'union tant prônée du capital et du travail.

« Nous recevons de la Compagnie de Gafsa la nouvelle d'un fâcheux accident.

Une partie de la mine dont le phosphate avait déjà été extrait, dont le plafond n'était plus supporté que par des piliers et que la Compagnie allait même ébouler, a cédé sous une cause imprévue, ensevelissant un certain nombre d'ouvriers et en blessant d'autres. Au point de vue de l'exploitation c'est donc sans importance, nous dit-on, mais cette nouvelle n'en reste pas moins profondément triste étant donné qu'il y a des morts et des blessés. La Compagnie de Gafsa, si privilégiée jusqu'à ce jour, paye ainsi son tribut aux aléas miniers et industriels.

Quant à notre bourse elle a accueilli cette nouvelle avec le plus grand sang-froid, les cours n'en portent qu'à peine la trace. »

Nous trouvons, nous, que c'est toujours le travailleur qui paye le tribu de sang au capital assoiffé ; c'est avec ses ossements semés partout, c'est avec cet engrais humain que les capitalistes préparent les futures moissons. Il n'y a pas une fortune au monde qui ne rendrait du sang si l'on en vérifiait la formation. Travailleur, donne ta vie au minotaure capitaliste ; l'annonce de ton trépas, la mort par la faim des tiens qui suivra de près, ne troublera pas la quiétude des boursiers ; quelques lignes pour plaindre la malchanceuse compagnie, et c'est tout. « Le cours n'a pas fléchi ; allons, tant mieux ! la liquidation de fin de mois se fera sans accroc, les porteurs sont rassurés et notre courtage sera bon ! »

Méditons sur le sang-froid de nos ennemis, ouvriers, mes frères, afin qu'au jour de la liquidation nous n'ajoutions pas un nouveau chapitre à l'histoire de la naïveté prolétarienne

G. H.

ANARCHIE

D'Alembert, après avoir défini l'anarchie « un désordre dans l'Etat qui consiste en ce que personne n'y a assez d'autorité pour commander et faire respecter les lois, et que, par conséquent, le peuple se conduit comme il veut, sans subordination et sans police, » conclut ainsi :

« On peut assurer que tout gouvernement en général tend au despotisme et à l'anarchie. »

Cette pensée qui, au premier abord, semble placer les sociétés politiques entre deux alternatives, également désolantes, n'est au fond, et à y regarder de près, qu'une conception irréfléchie de la théorie formulée ainsi par Proudhon : « Le premier terme de la série gouvernementale étant l'*absolutisme*, le terme final, fatidique, est l'*anarchie* ».

L'erreur apparente de d'Alembert vient de ce qu'il conçoit l'autorité comme un principe d'ordre, tandis que, dans les sociétés modernes, l'ordre ne peut découler que de l'élimination successive et raisonnée de l'autorité. « L'anarchie, ou absence de maître, de souverain, dit encore Proudhon, telle est la forme de gouvernement dont nous approchons tous les jours et qu'une habitude invétérée d'esprit nous fait regarder comme le comble du désordre et l'expression du chaos ». Proudhon s'exprimait ainsi dans son premier *Mémoire sur la propriété*. Plus tard, poursuivant sa pensée et la formulant avee sa rigueur accoutumée, il a affirmé que le but de la Révolution c'était la suppression de l'Autorité, c'est-à-dire du gouvernement.

Anarchie s'entend donc sous deux acceptions, non seulement différentes, mais absolument contradictoires. Pour les uns, c'est l'absence du gouvernement, d'autorité, de principes, de règles, et par conséquent c'est le désordre dans les esprits et dans les faits. Pour les autres, c'est l'élimination de l'autorité, sous ses trois aspects politique, social, religieux, c'est la dissolution du gouvernement dans l'organisme naturel, c'est le contrat se substituant à la souveraineté, l'arbitrage au pouvoir judiciaire, c'est le travail non pas organisé par une force étrangère mais s'organisant lui-même ; c'est le culte disparaissant en tant que fonction sociale et devenant adéquat aux manifestations individuelles de la libre conscience ; ce sont les citoyens contractant librement non pas avec le gouvernement, mais entre eux, c'est enfin la liberté, c'est l'ordre.

Proudhon a dit encore : « La liberté adéquate et identique à l'ordre, voilà tout ce que contiennent de réel le pouvoir et la politique. »

Le problème n'est pas de savoir comment nous serons le mieux gouvernés, mais comment nous serons le plus libres.

Nous pouvons maintenant reconnaître que la théorie de d'Alembert est parfaitement juste. Oui, tout gouvernement doit nécessairement aboutir au despotisme ou à l'anarchie, entendue soit au sens vulgaire, soit dans son acception philosophique. Entre l'absolutisme et la liberté pas de conciliation possible, pas de terme moyen, telle est la conclusion à laquelle nous amènent forcément la théorie et la pratique, la philosophie et l'histoire. Le désordre est le fait des gouvernants ; le trouble dans la société, le tumulte dans l'état proviennent des injustes résistances qu'oppose le pouvoir sous sa double forme temporelle et spirituelle, aidé et soutenu par les privilégiés, aux légitimes revendications du citoyen, du libre-penseur, du prolétaire.

Pour les oisifs, pour les exploiteurs, pour les privilégiés, pour les jouisseurs, toute idée de justice est une idée de désordre, toute tentative contre le privilège est une manifestation anarchique. La pensée seule de se soustraire à l'exploitation est une pensée coupable. Les oisifs, les privilégiés veulent jouir en paix. Le meilleur gouvernement est celui qui assure à leurs jouissances le plus de sécurité. Agioteurs, jeunesse dorée, muscadins, amis de l'ordre, faiseurs d'affaires, c'est la race maudite qui, depuis quatre-vingts ans bientôt, se livre au despotisme, race de prostitués qui ont besoin de souteneurs. Le Paris idéal pour eux, c'est une ville de plaisir, une immense Corinthe, avec des filles très chères, car ils ont beaucoup d'argent et une police bien faite. Ce sont eux qui, après le 9 thermider, fouettaient les femmes et assommaient les patriotes (1) — dix contre un — sur la place publique. Ce sont eux qui, en juin, après la bataille, fusillaient les vaincus dans les rues dépavées. Ceux-là sont les vrais anarchistes, si anarchiste veut dire fauteur de désordre. Ce sont eux qui, pour satisfaire en paix leurs basses passions, pour se vautrer à l'aise dans l'orgie des repas, épouvantent les intérêts, enfièvrent les bourgeois de peur, organisent la panique et finalement, entraînant avec eux la masse inconsciente, se jettent à plat ventre devant le pouvoir absolu.

Or le despotisme est impuissant même à assurer la sécurité des intérêts. Qu'a-t-on vu pendant le premier empire? Quelques mois de prospérité chèrement payés, puis la tyrannie silencieuse, le despotisme cauteleux, la police maîtresse absolue de la vie et de la liberté du citoyen, les survivants de l'idée révolutionnaire poursuivis par une haine implacable ; l'ancien régime rétabli, la France rendue au clergé, l'aristocratie reconstituée, les cohortes républicaines envoyées de parti pris à Saint-Domingue comme à la mort, les lettres de cachets rétablies, les prisons d'Etat encombrées, trois millions d'hommes transformés en chair à canon, le commerce anéanti, l'agriculture ruinée, le paysan livrant son dernier homme et, au bout de tout cela, le couronnement de l'édifice, l'invasion !

Oui, si on entend par anarchie désordre poussé à son comble, despotisme et anarchie sont deux termes identiques, car le despotisme comprimant la meilleure partie de la nature humaine, arrêtant le développement social, sacrifiant tout à l'ordre matériel, crée l'antagonisme des intérêts et maintient la société dans un état de guerre latent.

Donc, absolutisme est synonyme de désordre et synonyme aussi d'anarchie, entendu au sens vulgaire du mot.

De même *liberté* et *ordre* sont deux termes corrélatifs qui se résolvent dans un troisième terme plus général, celui d'*anarchie*, tel que l'a défini Proudhon, c'est-à-dire dans l'élimination radicale du principe d'autorité sous toutes ses formes.

A. RANC.

(*Encyclopédie générale*, 8me livraison).

Parti Ouvrier-Socialiste....

Feu Gavard disait un jour avec sa brutalité coutumière de langage : — Deux cents places à mille francs par année et il n'y a plus de socialistes à Genève.

(1) Les patriotes de ce temps-là n'ont rien à faire avec les patriotes actuels, évidemment. N. D. L. R.

Il se trompait d'un zéro. Vingt places ont suffi pour anéantir le socialisme parlementaire. Il est vrai qu'elles comportent non 1000, mais de 2000 à 5000 francs de traitement annuel.

Bien que la connaissant dans tous ses détails, nous ne voulons pas refaire ici la malpropre histoire des diverses assemblées tenues par le soi-disant parti ouvrier-socialiste. Qu'il nous suffise de dire que quelques sincères, justement indignés par l'œuvre réactionnaire de Didier et consorts, voulaient rompre l'alliance avec le parti radical ; mais ils avaient compté sans les *crêchiers*, qui, escamotant deux votes successifs, ont fini en petit comité par l'imposer à nouveau. Dame ! c'est aux radicaux que ces messieurs doivent leurs places dans les Conseils, la bureaucratie, l'enseignement, la magistrature, et, faute d'autre chose, ils ont au moins la reconnaissance du ventre.

Avec quelle chaleur ils ont défendu le parti radical ! En plus des expulsions, ne lui devons-nous pas le maintien des églises et des bordels d'Etat ? Donc, citoyens, tous aux urnes ! Que notre église nationale, que notre bordel vivent !

D'après une statistique que nous garantissons exacte, le parti ouvrier-socialiste (?) se compose d'une vingtaine d'employés d'Etat, plus une douzaine d'autres individus, leurs parents ou leurs débiteurs. Ce sont eux qui ayant voté la grande alliance radicale-socialiste vont parler aux travailleurs dans des proclamations stupéfiantes de socialisme, de justice de liberté, d'égalité, etc., etc.

Quels pantins indécents ! La fameuse conquête des pouvoirs publics se réduit ainsi à une simple conquête de quelques places à l'auge gouvernementale. Cela fait, MM. les chefs et les élus prêchent le calme et la patience au populo gobeur et deviennent les plats valets de la coterie bourgeoise régnante.

Mieux que n'importe quel discours ces faits servent admirablement notre propagande anti-parlementaire. Puisse le peuple comprendre que tous ceux qui lui conseillent de voter n'ont en vue que leurs propres intérêts personnels et ne plus se prêter aux honteux tripotages des politiciens.

L. B.

Conte d'un Comte

Ces jours derniers a paru à Zurich une brochure largement encadrée de noir et agrémentée d'une tête de mort, due à la plume d'un comte Vandalin-Mniszech. Elle porte le titre significatif de *Vengeance pour l'assassinat d'Umberto*, « appel pour la lutte contre l'anarchisme ».

Son auteur a dû être renseigné par un indicateur, retiré du mouvement depuis près de dix ans. D'après certains indices nous croyons que le collaborateur anonyme du comte Vandalin-Mniszech est le fameux Penkert, qui a livré l'anarchiste Newe à l'Allemagne. Sa haine particulière contre un camarade auquel il attribue une part prépondérante dans la propagande par le fait, et certaines réserves sur l'exécution du policier Rumpf en sont les preuves.

En résumé, l'auteur après avoir flétri — comme il convient — les attentats contre les illustres personnages qui honorent l'humanité, préconise le retour aux vieux principes évangélistes et la mise hors la loi des anarchistes, principalement en Suisse où ils ont pleine liberté ! Et il fait directement observer qu'en ce qui les concerne, les gouvernants ne devraient pas oublier que seuls les morts ne reviennent pas.

Vengeance pour l'assassinat d'Umberto est une brochure qui sue la peur, la férocité et l'ignorance absolue de la philosophie anarchiste ; sa place toute naturelle est au panier aux ordures.

N'importe-qui.

CHRONIQUE VAUDOISE

Inexactitude. — Dans l'un de ses derniers numéros, *La Revue*, toujours de sublime allure — ô ! combien —, donne aux anarchistes la solution du problème social ; on en jugera : « Former un gouvernement avec des opinions contraires, ce serait éterniser les luttes et mettre obstacle dans la mesure possible à à toute solution, à toute action ; *ce serait établir l'anarchie.* »

Certains bourgeois prétendent qu'anarchie signifie désordre, laissant évidemment supposer que l'état de chose actuel — oppression des uns par les autres — est l'expression de l'ordre ; c'est une opinion et nous sommes là pour la combattre. Mais qu'on vienne écrire que former un gouvernement qui pétouille c'est établir l'anarchie, c'est un peu fort, puisque anarchie veut dire absence de gouvernement. Peut-être, après tout, le collaborateur de la feuille radicale croit-il vraiment dire la vérité ; malheureusement, ce n'est pas le cas. Il y a ainsi des gens qui n'ont pas de chance.

Nationalisme. — Nous croyons, n'ayant pas de susceptibilités à ménager ni d'électeurs à acheter, qu'ouvriers français, allemands, italiens, anglais, russes, suisses ou chinois sont exploités de la même façon ; nous pensons, preuves en mains, que c'est une minorité de parasites qui les grugent et qui les tondent. Certains élus rouges ne sont pas de cet avis.

Dans une des dernières séances du conseil communal de Lausanne, M. Tarin, député socialiste, demande que les adjudicataires de travaux soient suisses, occupent avant tout des Suisses. Il y a une année, M. Chapuis, député socialiste, avait interpellé la municipalité sur le fait qu'une proportion trop forte d'ouvriers italiens était occupée dans un chantier quelconque. Ce nationalisme, assez pur, très bien vu du reste par tout ce qui compose le parti social-démocrate de par là, est-il aussi un des principes du « socialisme scientifique » ? L'internationaliste Karl Marx pourrait se le demander.

Les travailleurs savent, sans doute, que le capital n'a pas de frontières ! la solidarité en aurait-elle ? A tous les vrais socialistes de répondre.

Contre le mensonge. — On vient d'inaugurer au Pont — en mangeant bien et en buvant encore plus — un nouveau temple protestant. Plusieurs cloportes ecclésiastiques ont disserté, à cette occasion, sur les bienfaits (lesquels ?) du grand Manitou ; mais ils ont oublié de parler des guerres religieuses et autres manifestations de l'amour chrétien. En tous cas, l'église en question revient à 52,000 fr. dont 10,000 fr. ont été versés par l'Etat. On voit que les édifices du mensonge s'élèvent toujours, que le rôle néfaste des éteignoirs appelés pasteurs ou curés est bien loin de diminuer.

A ceux qui, ayant encore la foi, verraient dans ces paroles la simple traduction d'une haine méchante, nous rappellerons que chaque jour on enseigne dans les universités et ailleurs que l'entité âme n'est qu'un mouvement du cerveau, et partant d'essence absolument matérielle, que chaque heure voit l'apparition d'une œuvre scientifique démolissant l'hypothèse des Dieux chrétiens, juifs, musulmans ou païens. Seuls les esprits timorés, ignorants ou intéressés, peuvent encore défendre ces inventions d'un autre âge, toutes choses qui une fois examinées ne font plus parler d'elles. Ce qui prouve, en outre, l'inanité de ces croyances et le peu d'importance que l'Etat attache à une confession plutôt qu'à l'autre, c'est l'appui qu'il donne indifféremment à chaque culte ; quelquefois il en soutient une demi-douzaine ; chez nous il se contente de deux. Quelle hypocrisie et quel aveu ! C'est dire en somme au peuple : « Je considère toutes les religions comme absurdes, puisque je ne crois pas plus à l'une qu'à l'autre ; cependant je les patronne parce que cela m'est utile pour te mener. »

B. T.

CHRONIQUE GENEVOISE

Turpitude bourgeoise. — Nous avons eu cette quinzaine l'exode des petits Italiens, vendeurs de statuettes, renvoyés en Italie par les « soins » de la police. Depuis quelque temps la *Tribune*, cet exutoire de la sentimentalité bourgeoise, était remplie de doléances au sujet de ces petits marchands. A chaque numéro, nouvelle correspondance de quelque imbécile se plaignant d'avoir été dupe, à son dire, de sa trop crédule bonté. Quelle impitoyable race de cuistres que celle de ces gens qui ne peuvent pas donner un sou sans le faire crier partout. Malheur à nous si leur charité a été mal placée ; nous aurons à supporter leurs lamentations sans fin. Dans le cas présent, ces âmes généreuses se plaignaient d'avoir été trompées par l'un ou l'autre de ces petits marchands qui inspiraient leur pitié en leur montrant les morceaux de quelque statuette brisée.

Aussitôt, généralisation du cas et pleurs de sauriens versés sur l'exploitation de l'enfance. Quelle hypocrisie ! A écouter ces sempiternels pleurnicheurs on croirait vraiment qu'il n'y a à Genève que ces petits Italiens exploités et réellement malheureux. Mais regardez donc autour de vous, bonnes femmes si sensibles pour les malheurs qui s'étalent et dont vous n'oubliez pas de vous faire une réclame, et vous verrez alors combien vous faites vous-mêmes de victimes dans les petits pauvres dont vous exploitez les parents avec l'énergie de votre classe. Cette ouvrière tailleuse ou laveuse dont vous retardez le départ, quelquefois même en arrêtant la pendule, a des petits enfants qui l'attendent, inquiets, dans le lent écoulement des heures. Vous ne vous en occupez pas de ceux-là ni de tant d'autres, vos victimes, nous le répétons.

Toute éclosion de charité chez nos bourgeois passe par trois phases : l'attendrissement sur leur propre bonté, premier mouvement ; la crainte d'être trompé, second mouvement, suivi immédiatement du troisième qui n'est autre qu'un désir de vengeance par la répression du fait, vrai ou faux, dont l'exécution est réservée à la police.

Dans toutes les œuvres où la sentimentalité bourgeoise entre en jeu nous voyons que la répression policière a toujours le dernier mot : l'œuvre de protection de l'enfance en est une preuve monumentale.

Comme on le fait pour les chats mal éduqués il est bon de frotter le nez des bourgeois et de leurs dignes compagnes dans leurs saletés. C'est un exercice auquel nous nous appliquerons.

Une municipalité en tutelle. — Les débuts au Théâtre ont donné lieu à des manifestations dont nous ne parlerions pas si l'édilité et l'Etat ne nous y forçaient. Quant au théâtre en général, dans son organisation actuelle, nous en restons à l'appréciation de Bordenave, le directeur de *Nana*, qui s'y connaissait. Derrière ces attaques contre le directeur il y a les metteurs en scènes, concurrents sans doute ; or, ce sont là querelles d'exploiteurs qui ne sauraient nous toucher. Ce qui nous intéresse dans cette affaire, c'est la façon de procéder des autorités. Signalons, dès l'abord, le manque complet de clairvoyance de l'édilité, ses hésitations et sa capitulation finale devant l'Etat. Voilà un conseil pour qui l'autonomie communale est un fardeau bien lourd à porter puisqu'il s'en défait avec une telle promptitude à la première alerte.

Puis remarquons avec quelle mansuétude les premiers manifestants, bourgeois et étudiants, ont été traités, jusqu'à ce qu'un élément plus populaire, venu en curieux plutôt qu'en manifestant, ait permis à la police de montrer, sous les ordres de ses chefs, combien elle éprouvait de plaisir à foncer sur des travailleurs. C'est là une constatation que tout le monde a faite. On devine que les politiciens radicaux veulent se montrer une fois de plus les sauveurs de l'ordre. Comédiens !

Le Conseil d'Etat a interdit de jouer dimanche dernier, jour de votation, pour éviter des manifestations nouvelles où la police, mise en goût, aurait pu faire montre de ses talents et peut-être amener une protestation du public, dont se fut ressentie l'élection du Conseil d'Etat, fixée comme on sait au 11 novembre. Faux calcul, évidemment, car le peuple, comme le chien « lèche la main de celui qui le frappe ».

Franc-maçonnerie. — Les conférences de M. W. Vogt sur ou plutôt contre la franc-maçonnerie genevoise ont attiré une foule d'auditeurs. Nous ne suivrons pas le spirituel conférencier dans l'exposé critique de la société plus ou moins secrète qu'il combat. Il nous a paru qu'il poursuivait un but politique en espérant entraîner les électeurs à rayer de leur liste de candidats au Conseil d'Etat le nom de certains conseillers francs-maçons contre lesquels il conserve une vieille dent. Pour nous, qui avons en égal mépris tous les politiciens, qu'ils soient francs-maçons ou non, qu'ils se nomment Favon ou Richard, Thiébaud ou Tartempion, nous ne pourrions pas le suivre sur ce terrain. Tant que l'Etat sera debout avec sa multiplicité de fonctions à répartir, nous verrons une foule grouillante d'ambitieux voulant se hisser aux meilleures sinécures, et pour y arriver intriguant, flattant et s'immisçant dans toutes les sociétés pour y créer un courant favorable à la réalisation de leur cher idéal : vivre en parasite sur le dos des travailleurs.

Désinfecter, c'est bien, citoyen Vogt, supprimer la cause de l'infection serait encore mieux.

Honnêteté bourgeoise. — Un ouvrier italien était en pension depuis trois semaines chez un monsieur, dont nous donnerons à l'occasion le nom et l'adresse. Le prix de 1 fr. 50 avait été convenu pour trois repas par jour, mais notre camarade à court d'argent avait prévenu qu'il ne prendrait pas le repas du soir. Au moment du règlement des comptes, il s'attendait naturellement à ce qu'on lui en fît la déduction. Mais au lieu de cela, le patron de la pension, initié aux procédés de nos policiers, se mit à hurler contre lui, le traitant de sale anarchiste et le menaçant de le faire arrêter s'il ne payait sur l'heure les vingt et-un jours de pension en entier, malgré qu'il n'eût jamais pris le repas du soir. Notre ami préféra payer pour n'avoir pas recours à la gent de loi, qu'il a en horreur. L'argent gagné dans la quinzaine fut à peine suffisant et il se vit jeter à la rue sans un sous, insulté et volé.

Notre bon bourgeois a dû se vanter de son exploit et trouver des lâches ou des inconscients pour l'approuver.

Exploits policiers. — Deux agents de police ont suivi et arrêté deux étudiants dans les bâtiments de l'Université, parce qu'ils sortaient d'une maison où demeure un anarchiste. Ils leur ont posé un certain nombre de questions aussi bêtes qu'inutiles, puis ils s'en sont allés. Nous regrettons ne pas connaître les noms de ces zélés messieurs pour les imprimer en toutes lettres.

Biographie de Michel Bakounine. — Nous faisons part à nos lecteurs que cela pourrait intéresser qu'ils trouveront à la Bibliothèque de la Ville, à l'Université, la *Biographie de Michel Bakounine*, ainsi que de nombreux documents sur sa vie tant agitée, que le Dr Max Netlau a recueillis après de patientes recherches et publiés en un volume.

L'ouvrage n'a été tiré qu'à un nombre très restreint d'exemplaires et ne se trouve pas en librairie.

LE CARACTÈRE PRATIQUE de l'Anarchisme

(Suite)

La concurrence d'autres compagnies immobilières ou d'autres *trusts* de ce genre ne se ferait pas trop sentir, malgré la multiplicité des moyens de consommation et la facilité des déplacements, car le système serait uniforme et les mêmes inconvénients se vérifieraient partout; au surplus plusieurs compagnies immobilières pourraient s'entendre et se syndiquer, et alors leurs pouvoir sur la vie et sur le travail des habitants de leurs fiefs serait absolu, et il n'y aurait rien qu'elles ne pussent leur extorquer en forme de loyer ou d'abonnements aux différents services.

Je ne discute votre plan que pour en déduire le mieux. Ainsi je vous prie de considérer que ce que vous proposez est déjà pratiqué en plusieurs colonies et dans le Far-West, avec cette différence que souvent le point de départ du monopole immobilier est le chemin de fer, dont la compagnie propriétaire accapare la terre environnante, pour y bâtir des maisons et peu à peu s'adonner directement ou indirectement à toutes les exploitations secondaires, y compris le commerce.

On voit que le monopole est un cercle vicieux : en partant de l'un ou de l'autre point, on aboutit toujours aux mêmes conséquences. Mais pourquoi — la propriété privée une fois écartée — ne mettrait-on pas toutes ces entreprises, logement, pavage des rues, éclairage, etc., sur un pied d'égalité ? Pourquoi, au lieu de les organiser par voie hiérarchique, ne les organiserait-on pas en fédération ou union ? Pourquoi, enfin, cette suzeraineté d'une compagnie sur les autres, ces règlements, ces tarifs émanés de la compagnie immobilière, tandis que vous-même, Monsieur (j'avoue que je n'explique pas cela qui me paraît une contradiction), admettez la possibilité d'une organisation fédérative ou union libre ? Ici je suis obligé de citer vos propres paroles (p. 392-93) :

« En supposant, dites-vous, que la propriété et l'exploitation immobilières individuelles continuent à subsister à côté de la propriété et de l'exploitation actionnaires, malgré la supériorité économique de celles-ci, les différents propriétaires exploitants de la cité, individus ou sociétés, formeront une union pour régler toutes les questions d'intérêt commun, union dans laquelle ils auront une participation proportionnée à la valeur de leurs propriétés ; cette union, composée des propriétaires, individus ou sociétés, ou de leurs mandataires, règlerait toutes les affaires de voirie, de pavage, d'éclairage, de salubrité, de sécurité par abonnement ou autrement, et elle se mettrait en rapport avec les unions voisines pour le règlement commun de ces mêmes affaires, en tant toutefois que la nécessité de cette entente se ferait sentir. Ces unions seraient toujours libres de se dissoudre ou de s'annexer à d'autres et elles seraient naturellement intéressées à former les groupements les plus économiques pour pourvoir aux nécessités inhérentes à leur industrie. »

Dans ces lignes le problème de l'organisation communiste anarchiste est à demi-résolu.

Il ne reste qu'à substituer à la forme commerciale des sociétés en question la forme coopérative, en rapport avec la production et avec la consommation.

A la place des sociétés capitalistes pour le logement, la voirie, etc., et si vous voulez encore pour la culture du sol, l'échange, etc. — mettez des sociétés coopératives mixtes, de production et de consommation, substituez, si vous voulez, dans le passage que je viens de citer, la satisfaction des besoins des sociétaires au tant pour cent que rapporterait chaque exploitation aux actionnaires de la compagnie; substituez la vie à l'industrie, l'homme à l'*action*, l'intérêt commun, le service mutuel et la solidarité entre sociétaires à l'abonnement, à la participation proportionnée à la valeur des propriétés; et supprimez la dangereuse possibilité que la propriété et l'exploitation individuelles continuent de subsister à côté de la propriété et de l'exploitation collectives ; et nous tombons d'accord, vous économiste libertaire et moi socialiste-anarchiste.

J'ai dit coopérative, double ou mixte, de production et de consommation.

(A suivre). S. MERLINO.

Brochures en vente :

PIERRE KROPOTKINE : *Les Temps nouveaux* (couverture ill. par C. Pissarro) 25 cent. *La morale anarchiste* (couverture ill. par Rysselberger) 10 cent. — JEAN GRAVE : *Enseignement bourgeois et enseignement libertaire* (couverture ill. par Cross) 10 cent. *La Panacée-Révolution* (couverture ill. par Mabel) 10 cent. *Le Machinisme* (couv. ill. par Luce) 10 cent. DOMELAS NIEUWENHUIS : *L'Education libertaire* (couv. ill. par Hermann Paul) 10 cent. — ERRICO MALATESTA : *Un peu de théorie*, 10 cent. *Entre paysans* (couv. ill. par Willaume) 10 cent. — MARCEL SAULNIER : *La lutte sociale*, drame en 3 actes, 50 cent. — W. TCHERKESOFF : *Pages d'histoire socialiste*, 25 cent. — CHARLES-ALBERT : *L'art et la société*, 15 cent. — LOUIS GUÉTANT : *Marchand-Fashoda*, 10 cent. — LÉON BERCHTOLD, URBAIN GOHIER, JEAN GRAVE, CARL VOGT, JULES GUESDE : *Pour le désarmement*, 10 cent.

Chansons (paroles et musique), à 10 cent. *Le Réveil* ; *La chanson du linceul* ; *Les députés heureux* ; *Période électorale*. *La Carmagnole avec les couplets de 1793, 1869, 1883, etc.* *L'Internationale* ; *Crevez-moi la sacoche* ; *Le Politicien*, de E. Pottier. *Ouvrier, prends la machine* ; *Qui m'aime me suive* ; *Les Briseurs d'images*. *La Chanson du Gas* ; *A la Caserne*, *Viv'ment, brav' ouvrier*, etc. *J'n'aime par les sergots* ; *Heureux temps* ; *Le Drapeau rouge*.